Le rêve perdu de l'intelligentsia russe (1984-2004)

The lost Dream of Russian Intelligentsia (1984-2004)

Charles Urjewicz

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/4293>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.4293

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 33-43

ISBN : 978-2-86480-848-0

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Charles Urjewicz, « Le rêve perdu de l'intelligentsia russe (1984-2004) », *Questions de communication* [En ligne], 6 | 2004, mis en ligne le 30 mai 2012, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/4293> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.4293

CHARLES URJEWICZ

Observatoire des États postsoviétiques
Institut des langues et civilisations orientales, Paris
charles.urjewicz@wanadoo.fr

LE RÊVE PERDU DE L'INTELLIGENTSIA RUSSE (1984-2004)

Résumé. — Avant la révolution de 1917, une partie de l'intelligentsia russe s'était voulue au service du peuple. Le pouvoir soviétique l'enferma dans un système de sujétion particulièrement pervers ; son rapport au peuple devait dorénavant passer par la médiation du Parti-État. Avec la constitution d'un nouvel espace public, la *perestroïka* marqua une rupture majeure avec ce passé. Mais l'effondrement de l'URSS et la naissance d'une nouvelle Russie placèrent l'intelligentsia dans une situation périlleuse. Confrontée à d'autres règles du jeu dans un système socio-économique dominé par l'argent facile et la corruption, elle se relève aujourd'hui difficilement de la précarisation et de la marginalisation. Son influence s'est réduite comme peau de chagrin dans un paysage médiatique bouleversé et soumis au règne du pouvoir politique et du profit. Au croisement des routes de la Baltique, Saint-Petersbourg représente un cas symptomatique de cette crise.

Mots clés. — Intellectuels, intelligentsia, médias, *perestroïka*, Saint-Petersbourg, transparence.

Près de vingt ans après le début de la *perestroïka* (reconstruction) engagée en 1985 par Mikhaïl Gorbatchev, l'intelligentsia russe trouve difficilement sa place dans une société dont elle ne parvient pas à accompagner toutes les mutations d'une transition complexe et douloureuse. D'aucuns n'hésitent plus à proclamer la « fin » ou la « mort » d'une couche sociale aux contours mal définis, mais qui représentait depuis la seconde moitié du XIX^e siècle la « conscience » d'une société en décalage constant avec le reste de l'Europe. C'est très naturellement à elle que les promoteurs de la « révolution gorbatchévienne » avaient fait appel : il s'agissait d'opérer un retour aux valeurs d'humanisme et d'intelligence qu'incarnait à leurs yeux la période léniniste. O péré sous couvert de *glasnost* (transparence), terme stalinien hérité des années 30, le malentendu fut de courte durée, mais le choc en retour fut brutal et destructeur.

Une intelligentsia en quête de mission

Pour les intellectuels, cette période symbolisera bientôt la sortie du statut d'« ingénieurs des âmes » dans lequel les avait enfermés le système soviétique. Dans la Russie pré-révolutionnaire, l'« intelligent » s'était souvent proclamé au « service du peuple » (Berlin, 1978 ; Kolonickij, 2002 ; Venturi, 1972). Après la révolution d'Octobre 1917, beaucoup d'intellectuels fuient le nouveau régime. Ceux qui font le choix de rester, voire de coopérer avec le pouvoir soviétique, vont rapidement en devenir les otages, en particulier à partir de la fin des années 20, lorsque se met en place le système stalinien. Pendant toute cette période stalinienne, l'intelligentsia – en tant qu'instance morale – eut le seul choix du silence. Néanmoins, certains de ses membres se feront les complices ingénus ou cyniques du régime. Selon les époques, l'expression d'un courant nationaliste et « slavophile » servant les intérêts du pouvoir sera encouragée dans un espace public idéologisé. Mais globalement, dans l'URSS de Staline, artistes et intellectuels doivent se plier à une discipline de fer. Sommés de prendre position, ils doivent au Parti un engagement sans faille au service d'un appareil de propagande toujours plus exigeant (Kenez, 1985). Les plus grands noms des arts, des lettres et des sciences sacrifient à cet exercice humiliant. Après l'éclaircie du 20^e congrès du PCUS (1956) qui marque la condamnation de Staline, l'URSS s'enfonce dans une médiocre, mais peu exigeante, stagnation brejnévienne. Quelques étroites niches de liberté ont été accordées dans des organes de presse destinés aux couches cultivées. Elles ne peuvent circonscrire la révolte de ceux qui rejoignent la dissidence en animant le *samizdat*, les groupes de défense des droits de l'homme ou la culture parallèle (Sakharov, 1989).

En 1986, André Sakharov, figure emblématique de cette résistance, est libéré de son exil de Gorky (Nijnyj Novgorod), tandis que les grands organes de presse changent de direction sous la pression de la nouvelle équipe animée par Mikhaïl Gorbatchev. Les « libéraux » nommés à la tête de journaux et de revues jusque-là contrôlés par des conservateurs, font de plus en plus appel aux intellectuels, dont beaucoup étaient en délicatesse avec le pouvoir. Désormais familiers des médias, sollicités par des journaux et des revues en quête d'inédits et de points de vue et de témoignages de la « nouvelle pensée », ils vont bientôt sembler investis d'un immense crédit (Urwicz, 1990a et b).

Des textes longtemps remisés au « fond du tiroir » par leurs auteurs sont publiés, les oeuvres interdites d'André Platonov ou de Boris Pilniak font leur apparition, les bobines des films censurés sont présentées au public. Près de 150 films de fiction seront ainsi réhabilités. Des documents sortis des archives historiques, le plus souvent sans le moindre appareil critique, sont offerts par la presse à la curiosité d'un public avide de révélations. La télévision centrale multiplie les « télé-ponts », émissions qui permettent de faire dialoguer en direct des groupes de Soviétiques et d'Américains, tel celui organisé le 8 août 1986 entre Leningrad et Seattle. Instruments de la politique extérieure d'un pouvoir gorbatchévien engagé dans une reconstruction radicale de ses rapports avec le monde occidental, ces « télé-ponts » ont également une fonction interne. Il s'agit de mobiliser un pays encore sceptique, voire apathique, en mettant fin à l'atomisation d'une société où individus, couches sociales, républiques et régions vivaient dans l'ignorance les uns des autres¹. Au printemps 1989, les Soviétiques sont appelés à élire le Congrès des députés du peuple, au cours des premières élections libres depuis décembre 1917. Pour de nombreux intellectuels, tel André Sakharov, elles sont l'occasion d'un engagement direct dans le combat politique. À Moscou, comme dans les républiques ou les régions, de nombreux universitaires comme l'historien Youri Afanassiev, des chercheurs comme la sociologue Tatiana Zaslavskaya et écrivains comme le physicien Andreï Sakharov sont désormais détenteurs d'un mandat électoral ; la triste monotonie des parlements soviétiques est brisée². Désormais, cette intelligentsia peut se prévaloir d'une nouvelle fonction critique, telle qu'elle avait pu s'exercer au XIX^e siècle. À cette époque,

¹ En 1987, le « télé-pont » jeté entre Moscou et l'usine automobile Vaz de Togliatti a marqué les esprits par la franchise et la pugnacité des échanges (Mac Nair, 1991).

² Délégués à ce nouveau Congrès des députés du Peuple, ces intellectuels publieront une plate-forme du changement social, *Inogo ne dano*, sous la direction de Y. Afanassiev qui sera publiée en 1989 en France, sous le titre *La seule issue*. Voir aussi J Scherrer (1989).

on lui attribue d'ailleurs une connotation plus élitiste d'« intelligentsia créatrice » (*tvorčeskaya intelligentsia*). La période de *glasnost* lui redonne une identité collective temporaire l'apparentant à son statut d'antan dans la Russie pré-révolutionnaire du XIX^e siècle. Avant la chute de l'URSS, Leningrad, Kiev, Moscou, Novossibirsk, Tbilissi et les trois capitales baltes deviennent les principaux pôles de cette nouvelle créativité. D'ailleurs, nombre de ces intellectuels s'engageront activement dès 1989 auprès des Baltes pour accélérer le processus d'indépendance et l'éclatement de l'URSS³.

Pour beaucoup, l'heure des ruptures radicales est enfin venue. Les intellectuels seront épaulés par une télévision qui retransmet leurs débats en direct sur toute l'étendue de l'Union, et dont la présence permanente a d'ores et déjà bouleversé les règles du jeu. Sous le regard de dizaines de millions de Soviétiques fascinés et émus, ils portent l'estocade, se faisant l'expression d'une souffrance et d'une parole trop longtemps refoulées. Le 2 juin 1989, dans l'immense salle du Palais des Congrès du Kremlin, un homme monte à la tribune. Vêtu de gris, il ressemble étonnamment à la statue géante de Lénine dont le regard semble toiser les quelques 2000 « députés du peuple ». Le petit homme lisse machinalement sa barbiche. Sa calvitie brille sous les projecteurs. Le député Louri Kariakin parle lentement, repoussant encore un peu plus loin les limites du possible : « Je voudrais que notre Congrès [...] rende sa citoyenneté russe à celui qui, le premier, a osé dire la vérité sur le stalinisme [:] Alexandre Soljenitsyne [...] ». Quelques applaudissements ponctuent des propos encore impensables hier. Le spécialiste de Dostoïevski, exclu en 1968 du Parti communiste, reprend son souffle : « Lénine voulait être enterré aux côtés de sa mère à Pétersbourg [...]. Le Mausolée qui renferme son corps [...] n'est qu'un tombeau stalinien. [...] Savants et artistes modèlent son visage [...] afin de lui donner une apparence [...]. Qu'on laisse donc reposer ce corps selon sa volonté [...]. Si j'étais croyant, et si l'âme était immortelle, elle vous dirait merci »⁴. Le 2 juillet 1989, l'Union des écrivains soviétiques « réhabilite » Alexandre Soljenitsyne et annonce la publication prochaine de *L'Archipel du Goulag*. Le 14 septembre 1990, sa brochure – *Kak nam obustroit' Rossijsu* (*Comment reconstruire notre Russie*) – est diffusée à des millions d'exemplaires par la presse soviétique (Soljenitsyne, 1990 ; Ferro, 1993). Pour assumer ce passé, il s'agit d'étudier celui-ci en réhabilitant non seulement les victimes du système mais en créant – à l'instar de l'Association mémoriale – des cercles d'étude qui recensent le phénomène stalinien dans toutes ses dimensions.

³ Cf. la contribution à ce dossier de *Questions de communication* d'Y. Plasseraud, « Pays baltes : rêves, propagande, malentendus ».

⁴ *Izvestia*, 03/06/89.

La société est alors engagée dans une quête pathétique de « normalité ». Elle tente de se réapproprier le sens des mots. Jetés sur le « marché aux idées », démocratie, charité, rentabilité, pluralisme, foi ou histoire mobilisent désormais les médias. Chômage, prostitution, drogue, ces maux que l'on pensait d'une autre époque ou d'un autre monde, voire d'un autre système social, font violemment irruption à la face d'une population effrayée et inquiète. Rancœurs et frustrations s'expriment enfin après des décennies de silence.

Saint-Pétersbourg, vitrine d'une contre-culture

Ville atypique, tenue en suspicion par le régime, Leningrad était entrée dans la *Perestroïka* avec une réputation de frondeuse. Depuis des années, la ville du poète Iossif Brodsky était devenue le centre de la « contre-culture » soviétique (Savickij, 2002 ; *Le samizdat de Leningrad*, 2003). L'underground – l'exemple de la musique rock est particulièrement pertinent – opposait une forte résistance à toutes les tentations, en particulier celles venues d'Occident (Bayou, 2004). Une compétition sourde opposait « Piter », le diminutif de Petersbourg que l'on continuait à utiliser tout au long de la période soviétique, à « Moscou l'usurpatrice », la capitale imposée par les bolcheviks en 1918. L'ouverture lui permet d'exprimer ouvertement ses ambitions (Bérard, 2000). Foyer de ces tendances occidentalistes, elle fut aussi contestée dans ses prétentions par les « slavophiles moscovites ». Elle se souvient d'un passé glorieux, lorsque cette « Venise du nord », construite par des architectes hollandais et italiens, n'était pas seulement la capitale d'un Empire conquérant, mais aussi le centre de la vie intellectuelle, siège de l'Académie des sciences, tournée vers l'Europe. Dans ses murs sont nés les premiers journaux et revues voulus par l'empereur⁵. Édité par l'Académie russe des sciences, le journal *Vedomosti* (*Les Nouvelles*) a un tirage de 706 exemplaires. La même année, l'Académie publie la première revue russe, *Remarques* (*Primetchania*). Dans un contexte de censure tsariste, cette ville cosmopolite se voudra toujours le symbole d'une médiation avec les grands courants de la pensée européenne, une pensée partagée entre influence allemande et française (Barran, 2002).

⁵ Le 26 décembre 1702, un oukase créé le premier journal russe : le 13 janvier 1703, la feuille *Les nouvelles des affaires militaires et autres dignes d'être connues* paraît. En 1710, c'est au tour de *L'abeille du nord*. En 1728, paraît le premier numéro des *Nouvelles de Saint-Pétersbourg* (*Sankt-Peterburgskie vedomosti*). En 1847, le titre est privatisé. En 1914, le quotidien, devenu l'un des plus importants journaux russes change de titre (*Petrogradskie vedomosti*). Il cesse de paraître le 29/10/17. Il reprend sa parution en 1991 et dispose depuis 2000 d'une édition en ligne (<http://www.spbvedomosti.ru/>).

Moins d'un siècle plus tard, alors que l'audiovisuel domine l'écrit, dans un paysage médiatique en pleine mutation, dominé par les chaînes fédérales, la télévision de Leningrad occupe en 1990 une place particulière ; elle est l'unique chaîne provinciale diffusée bien au-delà des limites de son *oblast* (région administrative) ; quelques 40 millions de Soviétiques ont alors accès à ses programmes. Malgré sa capacité d'innovation, voire d'excellence, elle est désormais confrontée à la féroce concurrence des chaînes fédérales (Feigelson, 1990). Loin du réel, la télévision semble déjà encenser le retour au mysticisme, déballant dans des émissions-cultes de nouveaux faiseurs de miracles comme Anatoly Kachpirovsky, censés guérir les malades en direct. Longtemps tenu à distance par les rigueurs d'un scientisme marxiste-léniniste obtus, le public en raffolera le temps d'une mode. Débats et séries documentaires destinés à remplir les « pages blanches » de l'histoire soviétique ou consacrés à la réhabilitation de la mémoire, occupent une place de choix dans les programmes de la capitale du Nord que bouleversent les propos iconoclastes des grandes figures de l'intelligentsia locale. Mais ce n'est pas seulement au témoignage de l'académicien Dimitri Likhachev, rescapé du premier *goulag* des îles Solovki, que la télévision de Leningrad doit sa réputation. C'est en grande partie à une émission née en 1987, *600 secondes*, que suivent avec passion des dizaines de millions de téléspectateurs dans toute l'Union. Animée par Alexandre Nevzorov, personnage sulfureux et ambigu gagné au populisme, cette émission quotidienne s'inscrit dans le processus qui voit les interdits soviétiques s'effondrer les uns après les autres. L'émission *600 secondes* brise le monopole de représentation de la violence, imitant certaines séries américaines à la gloire de la police. En plongeant le téléspectateur dans la nuit de Leningrad aux côtés des patrouilles de la milice, la caméra l'entraîne dans une atmosphère glauque et sanguinolente, anticipation de ce que deviendra la télévision spectacle des années Eltsine et Poutine, proche d'un certain « modèle berlusconien » qui, dès les années 90, avait investi dans les régies publicitaires de la télévision russe (Nivat, 1997 ; *Les Cahiers du cinéma*, 2002).

En 1991, Leningrad retrouve son nom d'origine. Sur les rives de la Baltique, Saint-Petersbourg, réactivant ses anciens mythes, croit pouvoir renouer avec son passé de fenêtre sur l'Europe. Auréolée d'une réputation de forteresse de la démocratie, elle connaît bientôt les terribles contrecoups de la transition à l'économie de marché avant de sombrer dans la corruption. À défaut de retrouver sa place de capitale politique et économique et sans réels moyens économiques pour redevenir un port central de la Baltique (fonction d'ailleurs reprise pour la Russie par l'enclave stratégique de Kaliningrad après la perte de Tallin et Riga), elle s'efforce de sauvegarder son patrimoine intellectuel et artistique. En 2003, le tricentenaire de sa fondation lui permet de briller

l'espace d'un été de manière purement symbolique. À l'exception de quelques « revues épaisses » et de maisons d'édition audacieuses et dynamiques (*Neva*, *Belveder*, *Hyperion*, *Helikon* plus), ses médias ont connu un rapide processus de provincialisation : sa télévision ne peut s'opposer à la force de frappe des deux grandes chaînes contrôlées par l'État, O RT (1^{re} chaîne) et RTR (2^e chaîne) et ses journaux jouent un rôle négligeable hors des limites de la ville⁶. À l'image du reste du pays, la communauté intellectuelle semble repliée sur elle-même, renouant avec la tradition locale de l'époque totalitaire des débats au fond de la cuisine dans des logiques de micro-réseaux locaux. La solidarité d'antan avec les pays baltes semble déjà relever d'un lointain passé ou d'une nostalgie désuète, tant les liens avec les anciennes Républiques se sont, malgré la proximité, délités (nécessité d'obtenir un visa, liens de communication distendus... etc.). Dépossédés de tout rôle dans leur ville, préoccupés par leur survie économique ou enclins à chercher d'autres assises dans les universités américaines ou européennes, les intellectuels russes (hormis quelques exceptions) semblent définitivement isolés sur le plan international. Désormais exclue du jeu politique au profit de professionnels étroitement liés aux cercles du pouvoir ou aux milieux économiques, soumise à de difficiles conditions de vie, cette intelligentsia paraît désemparée. Elle n'est plus très homogène (Levada, 1990), clivée entre une intelligentsia critique sans liens réels avec « l'intelligentsia technocratique » qui s'est emparée des lieux de pouvoir décisionnels ou économiques dans le pays (Yartseva, 1998). Dans un contexte qui a vu basculer son système de valeurs au profit d'un capitalisme brutal et souvent prédateur, cette intelligentsia critique n'a pas pris sur le processus qui transforme la société. À l'exception de quelques journaux indépendants (*Novaya Gazeta*, *Novoe Vremya*), elle ne dispose que d'un nombre réduit de relais au sein des médias. Si la station de radio *Ekho de Moscou* (du Groupe Media-Most, propriété de Gazprom), largement diffusée dans de nombreuses villes de la Fédération de Russie, a gardé une réelle liberté de parole, elle n'en reste pas moins une entreprise commerciale dépendante de ses recettes publicitaires. Désormais, les grands groupes multimédias contrôlent les plus forts tirages de la presse fédérale (moscovite), tandis que l'État continue de contrôler la plus grande partie de l'édition dans les régions⁷. Le foisonnant paysage télévisuel russe ne doit pas faire illusion ; les centaines de stations de télévisions qui couvrent une partie importante du territoire sont des entreprises commerciales qui n'accordent qu'une place réduite à la

⁶ Cf. les propos de I. Ioskevitch recueillis par K. Feigelson (2000).

⁷ *Industrija rossijskix SMI. Cifry, fakty, problemy* (L'industrie russe des médias. Chiffres, faits, problèmes), 2002, 7, p. 11.

culture (Feigelson, Pélissier, 1998 ; *Otecestvennye zapiski*, 2003). Les industries culturelles connaissent des processus de concentration et de financiarisation hasardeux. L'exemple de *Nezavisimaja Gazeta* (*Journal indépendant*) est particulièrement éclairant : premier quotidien russe indépendant, créé en décembre 1990 par Vitaly Tretiakov, ses colonnes et celles de ses suppléments (littéraire, militaire, diplomatique...) deviennent rapidement d'indispensables forums et lieux de débats. En 2000, ce journal était acquis par l'oligarque Boris Berezovsky et, un an plus tard, son rédacteur Vitaly Tretiakov était congédié pour « divergences insurmontables »⁸. Derrière la guerre des groupes de médias menée par ces oligarques se dessinent des intérêts politico-financiers gigantesques (Gazprom, Media-Most...) à l'échelle du pays. Dans un tel contexte, que reste-t-il aux intellectuels, sinon *Kultura*, une chaîne didactique (équivalente de la 5 en France) qui fait la part belle aux concerts, documentaires et autres classiques du cinéma, ainsi qu'aux *talk-shows* spécialisés, tel « Révolution culturelle » (RTR), le programme de Mikhaïl Chvydkoï, ministre de la Culture jusqu'au dernier remaniement de février 2004 ?

Conclusion

Dépassée par la complexité des processus économiques, politiques et sociaux que traverse la Russie, paupérisée et atomisée, l'intelligentsia russe vit elle-même une mutation fondamentale, en douloureuse quête d'identité au sein d'un monde qui lui est étranger. Dans le même temps, certains de ses secteurs les plus dynamiques sont fortement sollicités par les nombreuses opportunités qu'offre la mutation économique du pays. Il n'en demeure pas moins qu'après des décennies d'un statut ambigu mais singulier, l'intelligentsia se trouve reléguée sur les marges d'une société désarticulée, à la recherche de nouveaux équilibres et de nouvelles valeurs. Sera-t-elle la boîte à idées du pouvoir, à défaut de former la bien improbable cohorte d'« ingénieurs des âmes » du nouvel État russe ? Comment surmonter la profonde crise idéologique qui la taraude et comment combler le profond fossé qui sépare ce passé soviétique du présent ? Comment expliquer la passivité, voire la complaisance d'une intelligentsia aujourd'hui atomisée face aux désillusions et horreurs de la guerre de Tchétchénie ? Comment interpréter son indifférence à l'égard des problèmes territoriaux, telle la question carélienne, qui vont bien au-delà des catégories de la

⁸ Cf. *RIA Interfax*, 08/06/01.

géopolitique ordinaire⁹ ? Une fois la Russie formellement débarrassée de ses oripeaux soviétiques, l'intelligentsia avait brusquement vu son horizon réduit aux frontières de la Fédération de Russie. Le retour aux valeurs traditionnelles de la Russie tsariste, en particulier à l'Orthodoxie, les rituels d'exorcismes initiés par le pouvoir politique (retour à Pierre le Grand, béatification de la famille impériale à Saint-Petersbourg, reconstruction de la cathédrale du Christ Sauveur à Moscou, etc.) ne sont que de fragiles béquilles. Pour autant, elles ne permettront pas à une « communauté imaginée » de trouver un appui solide sur la seule terre russe. En effet, comment substituer une identité « nationale », future « fédérale », à de longs siècles de culture impériale (Urjewicz, 1992, 1993) ? Le mal est plus profond et mériterait certainement un long développement¹⁰. À la fin des années 80 déjà, les diagnostics étaient contradictoires. Certains, tel le philosophe géorgien Merab Mamardashvili (1989), posaient un regard pessimiste sur un *homo sovieticus* décidément marqué du sceau indélébile de l'aliénation du système soviétique. D'autres, tel l'historien et politiste russe Dimitri Furman¹¹, voyaient « malgré tout » dans la transition russe des motifs d'espérance. Un accès plus facile aux médias, supposant une société plus ouverte, rendrait-il cette quête plus aisée ? On peut en douter face à un espace public – semble-t-il – introuvable.

Références

Afanassiev Y., dir., 1989, *La seule issue*, Paris, Flammarion.

Barran T., 2002, *Russia reads Rousseau 1762-1825*, Illinois, Northwestern University Press.

Bayou C., 2003, *La place de Saint-Petersbourg dans la nouvelle Russie*, thèse de doctorat en Civilisation russe, option géographie, Paris, Inalco.

— 2004, « L'underground leningradois : réticences d'une contre-culture à se laisser pervertir », *Regard sur l'Est*, janv.-mars, édition en ligne : www.regard-est.com/Revue

⁹ La Carélie, région finnoise du nord-ouest de Saint-Petersbourg, fut occupée par les Soviétiques après la guerre russo-finlandaise de 1941. Sur l'ensemble de ces enjeux régionaux, voir Marin (1999).

¹⁰ Questions abordées les 17-18 décembre 2001 lors du premier séminaire international « Sredstva massovoj informacij stran Baltii : navstrechu multikul'turnomu i tolerantnomu obshchestvu » (« Les médias des pays de la Baltique : vers une société multiculturelle et tolérante »), I. A. Mikhal'chenko, dir., *St-Petersbourg : Sankt-Peterburgskij tvorcheskij Soyuz Zhurnal'istov* [Union des Journalistes de St-Petersbourg], 2002.

¹¹ Entretien avec l'auteur, oct. 1996.

- Bérard E., dir., 2000, *Saint-Petersbourg : une fenêtre sur la Russie, ville, modernisation, modernité*, Paris, Éd. Maison des sciences de l'homme.
- Berlin I., 1978, *Russian thinkers*, Londres, Penguin.
- Cahiers du cinéma*, 2002, « Moscou et le complexe américain, désert des cinémas russes », 552, déc.
- Feigelson K., 1990, *L'URSS et sa télévision*, Paris, INA/Champ vallon.
- 2000, « Russie : un paysage chaotique et innovant », *Dossiers de l'audiovisuel*, 94, INA/La Documentation française, nov.-déc., pp. 66-68.
- Feigelson K., Péliissier N., dirs, 1998, *Télérevolutions culturelles : Europe centrale-Russie*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Ferro M., dir., 1993, *L'État de toutes les Russies*, Paris, Éd. La Découverte.
- Kenez P., 1985, *The birth of the propaganda State : Soviet methods of mass mobilization*, New York, Cambridge University Press.
- Kolonickij B. I., 2002, « Les indentités de l'intelligentsia russe et l'anti-intellectualisme », *Cahiers du monde russe*, 43-44, <http://monderusse.revues.org/document120.html>
- Levada Y., éd., 1990, *Entre le passé et l'avenir. L'Homme soviétique ordinaire. Enquête*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993.
- Literaturnaja encyklopedija, Samizdat Leningrada, 1950-1980 gody* [Encyclopédie littéraire, Le samizdat de Leningrad, les années 1950-1980], 2003, Moscou, Novoe literaturnoe obozrenie.
- Mac Nair B., 1991, *Glasnost, Perestroïka and the Soviet Media*, Londres, Routledge.
- Marin A., 1999, *Régionalisation et acteurs transnationaux en Europe nordique-baltique : étude de cas aux marges Nord-Ouest de la Russie*, mémoire de DEA, Institut d'études politiques, Paris.
- Mamadachvili M., 1989, *Kak ja ponimaju filosofiju* [Comment je comprends la philosophie], Moscou, Progress.
- Nivat A., 1997, *Quand les médias russes ont pris la parole*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Kurennoj V., Oslon A., 2003, *Otecestvennye zapiski* [La fin des médias], 4, Moscou, Konec SMI. Éd. en ligne : www.strana-oz.ru
- Sakharov A., 1989, *Mémoires*, trad. du russe par A. Bérélowitch, W. Bérélowitch, Paris, Éd. du Seuil, 1990.
- Savickij S., 2002, *Underground, istorija i mify neoficjal'noj literatury Leningrada* [Underground, histoire et mythes de la littérature non officielle de Leningrad], Moscou, Novoe literaturnoe obozrenie.
- Scherrer J., 1989, « Des intellectuels soviétiques face à la perestroïka », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 78, pp. 102-104.
- Shlapentokh V., 1991, *Soviet Intellectuals and Political power*, Princeton, Princeton University Press.
- Soljenitsyne A., 1990, *Kak nam obustroit' Rossiju*, Moscou, Soveckij pisatel'.

Urjewicz C., 1990a, « Russie : un "géant aux pieds d'argile" ? », *Hérodote*, 58-59, pp. 155-175.

— 1990b, « À l'Est et au Sud », *Hérodote*, 58-59, pp. 176-188.

— 1992, « De l'URSS à la CEI : cela s'appelait l'URSS », *Hérodote*, 64, pp. 30-62.

— 1993, *Problèmes politiques et sociaux*, 700, « Les Russes à la recherche d'une identité nationale », mars.

Venturi F., 1972, *Les intellectuels, le Peuple et la Révolution*, Paris, Gallimard.

Yartseva O., 1998, « Médias, pouvoirs, industries », pp. 213-224, in : Feigelson K., Pélissier N., dirs, *Télérevolutions culturelles : Europe centrale-Russie*, Paris, Éd. L'Harmattan.